



**Formation Spécialisée du
Comité Social d'Administration Local
de la DiSI Île-de-France du 6 octobre 2026**

DÉCLARATION LIMINAIRE

Monsieur le Président de la Formation Spécialisée du Comité Social d'Administration Local,
Mesdames et Messieurs,
Cher·e·s Camarades,

Depuis le début de l'année, la CGT Finances Publiques a interpellé la représentation nationale à plusieurs reprises sur la situation de la DGFîP. À la demande de la CGT Finances Publiques, des parlementaires se disent prêts à travailler à l'ouverture d'une commission d'enquête parlementaire sur la destruction du réseau de la DGFîP, de ses missions et de nos droits et garanties.

Aujourd'hui le dialogue social est au point mort à la DGFîP, et la CGT Finances Publique ne s'y résout pas. C'est pourquoi elle a décidé de porter les revendications des personnels directement auprès des parlementaires.

La plupart des dossiers vus en CSA de Réseau ne sont plus soumis au vote des représentants des personnels. Le nombre pléthorique des points à l'ordre du jour ne permet aucun travail sérieux. Quelles que soient nos interventions, la Direction générale ne fait évoluer aucun point. Nous sommes face à une machine qui déroule obstinément ses éléments de langage pour ne pas avoir à prendre en compte nos réalités.

20 collègues ont mis fin à leurs jours en 2025, soit un taux de suicide deux fois supérieur au taux moyen au sein de la population active. La situation ne sera malheureusement pas bien meilleure pour 2026. Pour quelle réponse, au-delà d'un plan « premiers secours » et de pseudo-réunions « d'espace de discussion sur le travail » ?

Le NRP1 sur les structures n'est même pas terminé que le NRP2 sur les missions est engagé, associé à des reculs en matière de règles de gestion, et toujours des suppressions d'emplois. C'est davantage d'instabilité et d'industrialisation des process de travail, de difficultés dans l'articulation vie professionnelle-vie privée. C'est irresponsable !

Notre participation ou non à une instance représentative du personnel n'est guidée que par une chose : l'intérêt des personnels et du service public.

La CGT Finances publiques a fait le choix, pour le CSA de Réseau du 30 septembre 2026, lendemain d'une journée de grève et de manifestations pour toute la Fonction publique, de ne pas cautionner les orientations de la Direction Générale et donc de ne pas y participer.

Ce mardi 6 octobre doit se réunir dans notre DiSI Île-de-France la Formation Spécialisée du CSA Local. Ce même jour, les lycéens et les étudiants vont manifester. **Cette mobilisation est aussi la nôtre !**

Depuis plusieurs jours, elles et ils se mobilisent pour obtenir de meilleures conditions d'études, des créations de postes d'enseignants, la diminution des effectifs par classe, l'abrogation de Parcoursup, des bourses pour toutes et tous... Toutes les violences sont condamnables, mais il est inacceptable que le gouvernement leur offre comme seule réponse l'envoi des forces de l'ordre et la répression !

Alors que les projets de lois de finances et de financement de la sécurité sociale organisent une nouvelle purge budgétaire de 54 milliards d'euros, le gouvernement poursuit la mise en œuvre d'une politique qui sacrifie l'avenir de la jeunesse et ses droits à l'éducation, à l'enseignement supérieur et à la recherche, la formation, la culture... La seule perspective qu'il leur offre, c'est celle de se préparer à la guerre, en Europe ou ailleurs.

Et pourtant de l'argent, il y en a ! 211 milliards d'euros sont octroyés chaque année aux entreprises sans contrepartie, ni évaluation, ni contrôle. La fraude fiscale est estimée à plus de 80 milliards d'euros par an en France. Ce sont plus de 400 milliards d'euros qui ont d'ores et déjà été mobilisés pour militariser toujours plus la société française. Trop, c'est trop !

La CGT Finances Publiques apporte son soutien plein et entier aux lycéens et aux étudiants, condamne la répression policière et les interdictions de manifestations, que le gouvernement doit faire cesser immédiatement. Elle réaffirme que, comme pour le monde du travail, les lycéens disposent du droit d'expression, de réunion, de manifestation et qu'il relève des pouvoirs publics de le garantir.

La CGT Finances Publiques appelle les agents des Finances Publiques à soutenir les mobilisations lycéennes et étudiantes en cours. Elle appelle à participer, par tout moyen, aux mobilisations qui seront organisées sur l'ensemble du territoire national ce mardi 6 octobre.

Pour toutes ces raisons, les représentants CGT Finances Publiques des personnels de la DiSI Île-de-France considèrent que leur place n'est pas autour de la table avec la Direction locale, mais en soutien des mobilisations lycéennes et étudiantes en cours. C'est pourquoi nous ne participerons pas à cette séance.

Rien n'est écrit d'avance, l'avenir nous appartient !